

Afrique de l'Ouest

Bénin
Burkina Faso
Cap-Vert
Côte d'Ivoire
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Libéria
Mali
Niger
Nigéria
Sénégal
Sierra Leone
Togo

| Environnement opérationnel |

Bien que l'on puisse observer des signes de stabilité croissante dans certaines régions d'Afrique de l'Ouest, la situation sociale et politique de plusieurs pays demeure précaire. La perspective des élections peut également contribuer à cette instabilité. C'est le cas notamment au Bénin, pays considéré comme relativement stable jusqu'à une date récente, mais qui est aujourd'hui en proie à une agitation politique due à la crise financière et institutionnelle et exacerbée par les préparatifs des élections présidentielles et législatives.

En Sierra Leone et au Libéria, deux pays en cours de relèvement à la suite de récents conflits, la perspective d'élections accroît les risques d'insécurité. Le scrutin qui se tiendra au Nigéria en 2011 pourrait également générer des tensions susceptibles de s'étendre à la région.

Comme d'autres pays du Sahel, le Mali et le Niger sont confrontés à une grave crise climatique et alimentaire qui suscite d'ores et déjà des affrontements intercommunautaires au Niger. De même, le conflit non résolu qui oppose depuis trois ans les communautés de leurs régions d'origine a conduit des demandeurs d'asile en provenance du Ghana à chercher refuge au Togo.



Par ailleurs, les activités d'Al Qaida font planer une menace supplémentaire sur la sécurité de la sous-région. Le premier semestre 2010 a en outre été marqué par une aggravation de l'insécurité dans la région de la Casamance, au sud du Sénégal, où les pourparlers de paix entre le Gouvernement et le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) n'ont encore débouché sur aucun résultat positif.

La multiplication des mouvements de populations en Afrique de l'Ouest a été aggravée par des catastrophes naturelles à répétition (inondations et sécheresse), des situations d'exil prolongées et une pauvreté chronique. Au total, on dénombre plus de 850 000 personnes relevant de la compétence du HCR dans la sous-région, dont 149 000 réfugiés et 520 000 déplacés internes.

Une ancienne réfugiée qui a perdu son mari et quatre enfants lors de la guerre au Libéria s'installe dans une maison construite par le HCR.



Stratégie en 2011

En 2011, le HCR mettra l'accent sur les points suivants :

- Promotion des moyens de subsistance et des solutions durables, en particulier de l'intégration sur place.
- Mise en œuvre d'une stratégie destinée à apporter des solutions durables aux réfugiés de longue date par le biais de l'intégration sur place, dans le cadre du Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement adopté par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
- Renforcement des partenariats avec les organisations d'aide humanitaire et de développement pour faciliter l'intégration des réfugiés dans les plans de développement nationaux et améliorer les capacités de préparation et de réponse aux situations d'urgence dans la région.
- Renforcement de la capacité de protection des homologues gouvernementaux, des ONG et des autres acteurs concernés.
- Amélioration de la protection des réfugiés et des autres personnes relevant de la compétence de l'Organisation au sein des flux migratoires mixtes et poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action en dix points du HCR dans la sous-région.

Sachant que la clause de cessation sera invoquée pour les réfugiés libériens à la fin de l'année 2011 et qu'il pourrait en aller de même pour les réfugiés rwandais, le Haut Commissariat accordera une attention particulière à ces deux groupes. Il veillera à promouvoir des solutions durables pour ces populations, principalement par le biais du rapatriement librement consenti et de l'intégration sur place.

Contraintes

Les principaux obstacles auxquels se heurte le HCR en Afrique de l'Ouest sont liés à la situation socio-économique difficile, au contexte politique instable et aux conditions de sécurité précaires qui règnent dans plusieurs pays, réduisant ainsi les perspectives d'intégration sur place pour les réfugiés.

Les incessants reports des élections présidentielles, notamment en Côte d'Ivoire, font également obstacle aux rapatriements. De même, l'impasse politique dans laquelle a abouti la Mauritanie n'a pas permis d'achever le rapatriement de quelque 8 000 réfugiés du Sénégal et 10 000 autres du Mali. Au Ghana, le nouveau Conseil ghanéen pour les réfugiés a subi des retards dans le lancement de ses activités de détermination du statut de réfugié, ce qui a ralenti l'élaboration d'une stratégie gouvernementale d'intégration sur place.

De nombreux réfugiés continuent de s'intéresser exclusivement à la réinstallation. Il demeure difficile de stimuler leur intérêt pour d'autres solutions durables, à savoir l'intégration sur place et le rapatriement librement consenti. Cela pose un problème supplémentaire au niveau de la protection et de l'autonomie des plus vulnérables, sachant que bon nombre de réfugiés en quête d'une réinstallation tentent de dissuader les autres de suivre les programmes d'autosuffisance.

Dans certains pays, le manque de capacités et de ressources contrarie par ailleurs les efforts déployés par le HCR pour soutenir les réfugiés urbains, en particulier sur le plan des moyens de subsistance et de l'intégration sur place.

| Opérations |

Les opérations du HCR en **Côte d'Ivoire** et au **Libéria** font l'objet de chapitres distincts.

En 2011, les opérations du HCR dans la sous-région répondront aux besoins de plus de 149 000 réfugiés vivant aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. À partir de la fin de l'année, l'Organisation espère pouvoir réduire progressivement ses activités, grâce à l'application de la clause de cessation aux réfugiés libériens. Entre-temps, des milliers d'Ivoiriens devraient avoir regagné leur lieu d'origine après les élections prévues en Côte d'Ivoire en octobre 2010.

Cependant, les 15 pays de la région continueront tous d'abriter des réfugiés qui auront encore besoin du soutien du HCR. La difficulté pour l'Organisation consistera donc à trouver les ressources nécessaires pour poursuivre ses activités de protection et de recherche de solutions durables et pour demeurer un acteur crédible au sein du système onusien et auprès des autres intervenants concernés en Afrique de l'Ouest.

L'intégration sur place, y compris par le biais de la naturalisation, demeurera la solution durable la plus appropriée dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest. Cette approche est fermement soutenue par un certain nombre d'entités et d'instruments juridiques régionaux, à savoir l'Union africaine, la CEDEAO, l'Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest et l'Union du fleuve Mano.

En 2011, le HCR poursuivra les objectifs suivants : promouvoir l'autonomie des réfugiés afin qu'ils puissent parvenir à une parfaite intégration juridique, sociale et économique en Afrique de l'Ouest ; nouer des partenariats avec les acteurs du développement pour favoriser l'autosuffisance et l'intégration sur place ; renforcer les capacités de ses propres collaborateurs et de ses partenaires, et en particulier des ONG locales.

Le **Nigéria** accueille plus de 8 600 réfugiés, pour la plupart originaires du Libéria. Par le biais d'une approche communautaire, le HCR portera assistance aux réfugiés comme aux populations locales dont les ressources sont grevées par la présence des réfugiés. Il poursuivra également son partenariat avec la Commission de la CEDEAO, en cherchant à intégrer la protection des réfugiés et la recherche de solutions dans les politiques régionales. Avec l'appui de la Banque africaine de développement, le HCR s'est joint à la CEDEAO pour mener un projet sur deux ans destiné à promouvoir la paix et le développement dans la région, en mettant particulièrement l'accent sur les solutions à l'intention des réfugiés libériens et sénégalais.

Le **Bénin** abrite plus de 7 100 personnes relevant de la compétence du HCR, en majorité des réfugiés togolais. L'Organisation continuera à renforcer les capacités de protection nationales et à rechercher des solutions durables pour ces personnes. Elle travaillera également en étroite collaboration avec d'autres intervenants dans le cadre de l'initiative onusienne « Unis dans l'action ».

En **Guinée**, le HCR porte assistance à quelque 15 800 réfugiés, pour la plupart originaires du Libéria. Sa stratégie pour 2011 consiste à mettre l'accent sur les solutions durables, et en particulier sur l'intégration sur place. L'Organisation coopérera étroitement avec le Gouvernement et les organismes de développement pour renforcer les capacités locales, tout en préparant la réduction progressive de sa présence dans le pays.

En **Sierra Leone**, le HCR continuera à promouvoir l'intégration sur place des réfugiés libériens par le biais d'une assistance juridique et d'activités en faveur de l'autosuffisance, en mettant particulièrement l'accent sur les personnes les plus

vulnérables. La lutte contre les difficultés d'accès à l'emploi et au logement social demeurera un domaine important, en particulier pour les réfugiés urbains. Elle nécessitera des actions de plaidoyer ainsi qu'une coopération avec les acteurs du développement.

Au **Togo**, les élections qui ont eu lieu en 2010 n'ont pas entraîné le retour escompté des ressortissants réfugiés au Bénin et au Ghana. Le pays abrite toujours plus de 13 000 réfugiés, en majorité originaires du Ghana et installés en milieu rural. Le HCR continuera à se concentrer sur les moyens de subsistance et l'intégration socio-économique de cette population. Les conditions de sécurité précaires qui règnent dans le pays nécessiteront par ailleurs la mise en œuvre de projets de consolidation de la paix.

Plus de 13 600 réfugiés vivent au **Ghana**, pour la plupart en milieu semi-rural. Le HCR entend renforcer les capacités de protection nationales et encourager les activités de subsistance favorisant leur autonomie. Dans le cadre de sa stratégie de désengagement, l'Organisation tentera également d'obtenir l'intégration des réfugiés dans les programmes de développement.

La **Guinée-Bissau** et la **Gambie** accueillent au total quelque 15 000 réfugiés sénégalais, généralement installés dans des régions rurales, ainsi que de petits groupes de réfugiés urbains de différentes nationalités. Compte tenu des conditions de sécurité qui règnent en Casamance, le retour des réfugiés sénégalais ne peut pour l'heure être envisagé. Le HCR répondra donc à leurs besoins élémentaires et renforcera ses programmes de subsistance, tout en aidant les autorités à leur délivrer des documents adéquats. Il œuvrera également pour que les réfugiés puissent bénéficier des services publics et des programmes de développement.

En 2011, le Haut Commissariat établira une présence permanente au **Niger** et au **Burkina Faso**, afin d'améliorer ses capacités de suivi et sa participation aux efforts des Nations Unies dans ces pays.

Au **Sénégal**, quelque 7 700 réfugiés mauritaniens attendent leur rapatriement. Suite aux pourparlers menés en juillet 2010 entre les Gouvernements sénégalais et mauritanien, quelque 2 500 Mauritaniens devraient regagner leur pays, mais le sort des 5 200 personnes restantes demeure incertain. Au **Mali**, le HCR cherchera une solution pour permettre le rapatriement de 10 000 réfugiés mauritaniens.

Le HCR continuera par ailleurs à jouer un rôle actif dans les différents groupes régionaux consacrés aux crises et à la planification des situations d'urgence, aux procédures d'appels consolidés, à la protection, aux flux migratoires mixtes ainsi qu'au VIH et au sida. Il participera également aux travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement en Afrique de l'Ouest.

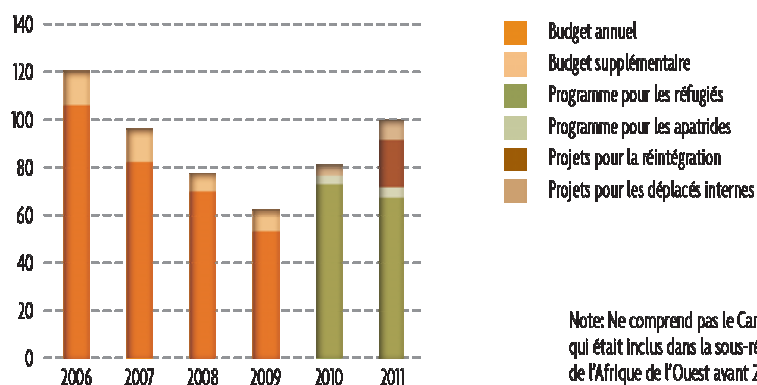
| Informations financières |

En 2011, le budget du HCR pour l'Afrique de l'Ouest sera de 99,2 millions de dollars E.-U., contre 80,8 millions en 2010. Cette augmentation s'explique par les ajustements prévus pour faire face à l'application de la clause de cessation du statut des réfugiés libériens dans l'ensemble de la sous-région, ainsi que par l'extension de la zone couverte par le bureau régional de Dakar.

Le HCR accentuera encore sa stratégie de recherche de solutions durables en Afrique de l'Ouest, afin d'exploiter toutes les possibilités restantes pour le rapatriement librement consenti des réfugiés libériens. Il espère ainsi achever les opérations de rapatriement assisté et intensifier les activités d'intégration sur place avant de se désengager à la fin 2011.

Budget du HCR en Afrique de l'Ouest 2006 – 2011

Millions (dollars E.-U.)



Note: Ne comprend pas le Cameroun qui était inclus dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest avant 2007.

Budget du HCR pour l'Afrique de l'Ouest (dollars E.-U.)

OPÉRATION	2010 BUDGET RÉVISÉ	2011				TOTAL
		PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROGRAMME POUR LES APATRIDES PILIER 2	PROJETS POUR LA RÉINTÉGRATION PILIER 3	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	
Côte d'Ivoire	16 064 792	12 526 922	4 308 244	1 599 966	8 098 884	26 534 016
Ghana	8 587 847	4 311 330	0	1 764 317	0	6 075 647
Guinée	7 299 444	2 648 826	0	2 911 646	0	5 560 472
Libéria	7 652 592	5 382 632	0	5 283 254	0	10 665 886
Bureau régional au Sénégal ¹	41 530 635	41 774 899	734 910	7 888 856	0	50 398 665
Total	81 135 310	66 644 609	5 043 154	19 448 039	8 098 884	99 234 686

¹ Inclut les activités au Bénin, au Burkina Faso, en Gambie, en Guinée-Bissau, au Mali, au Nigéria, en Sierra Leone et au Togo.